

Tourisme : Débat contradictoire sur la «réalité» de la crise au Maroc

19/06/2009

Le représentant du gouvernement, en charge d'un secteur fortement exposé à la crise internationale, maintient sa position (voir interview vidéo). «Pour que l'on puisse dire que la crise frappe le tourisme, il faudrait que le nombre des arrivées et le volume des investissements soient à la baisse. Et ce n'est pas le cas. Donc, on ne peut dire que la crise est là», indique le ministre de tutelle.

Ce qui est (très) loin d'être l'avis des organisations sociales comme les associations de transports touristiques et de voyageurs. Selon eux, «la crise est bien là. Les établissements hôteliers et autres restaurants connaissent une baisse importante de leurs chiffres d'affaires. De même que les bazars et les commerces à vocation touristiques sont touchés. Arrêtons de nous voiler la face. Les pays émetteurs vivent au rythme de la crise et on continue à nous répéter que la crise ne touche pas le Maroc. On se moque du monde. Demandez aux guides touristiques s'il est touché par la crise», précise un membre d'une association de transport touristique, particulièrement «remonté».

Selon les chiffres officiels, les arrivées seraient en hausse (+ 4 %) depuis le mois d'avril 2009 (et les vacances de Pâques). Seulement, les recettes touristiques, elles, n'ont pas bénéficié des «œufs de Pâques» et sont dans le...rouge (on parle de - 25 %).

Du coup, plus de touristes ne veut pas dire automatiquement plus de recettes. On peut donc imaginer que les touristes attirés par le produit Maroc ont motivé leur choix sur la base de considérations matérielles. Paris / Marrakech à 350 euros (6 nuitées dans un hôtel classé en demi pension). C'est effectivement...captivant.

Cependant, n'est-ce pas le prix à payer pour attirer des touristes en proie à des difficultés financières ? Si Mohamed Boussaid se défend que le produit Maroc a été bradé, il n'en reste pas moins que la loi du marché répond à une concurrence farouche. Le Maroc est en concurrence directe avec la Tunisie, l'Egypte, la Turquie, mais également avec les acteurs du tourisme national des pays émetteurs.

En outre –et c'est ce qui inquiète le plus les opérateurs -, la période du ramadan est prévue au mois d'août (au alentour du 23 août 2009). Ce qui «n'arrange» pas les affaires des opérateurs touristiques et les finances de l'Etat. A noter que le mois d'août constitue le pic en matière d'occupation des établissements hôteliers.

Crise où pas crise, Mohamed Boussaid ne possède pas de baguette magique pour inverser une tendance. Comme du reste, n'importe quel décideur. Espérons, tout simplement, que la levée de bouclier des opérateurs touristiques privés n'est pas motivée par des exigences financières (non exprimées) réclamées à l'Etat. Mais bien de se faire entendre...

En plein de début de saison estivale avec notamment l'inauguration de la station balnéaire de Saïdia par le roi Mohammed VI, première réalisation concrète du Plan Azur, et avec la présence de nombreux acteurs du tourisme mondial, cette «polémique» fait quelque peu désordre.

Rachid Hallaouy
Copyright Yabiladi.com

<http://www.yabiladi.com/article.php?cat=economie&id=2130>